

économie

mort de la conférence nord-sud: LE CRIME PARFAIT

Robert Altier

Déjà morte à Paris, où elle s'était éternisée dans des débats ne débouchant sur rien de concret, la conférence Nord-Sud a été enterrée à Genève, où la réunion sur le fonds commun de stabilisation des matières premières s'est soldée par un fiasco total.

Les travaux de Genève avaient pourtant un but bien précis: tracer les contours de ce fonds, considéré à juste titre par les pays en voie de développement comme l'instrument clé d'un programme intégré pour les matières premières. Deux propositions se sont retrouvées face à face, sans aucune possibilité de compromis possible.

— D'abord celle des «77», qui rassemblent en fait 119 pays en voie de développement. Pour eux, la création du fonds commun est le premier pas (mais pas le seul) indispensable vers un nouvel ordre économique international. Il doit être la source principale de financement du programme intégré destiné en quelque sorte à planifier le commerce des matières premières et à en assurer le progrès du pouvoir d'achat par des formules proches de l'indexation.

Le fonds devrait être financé par des souscriptions des Etats membres et par des emprunts. Dans la phase initiale, un milliard de dollars pourrait être fourni par les pays membres et 2 milliards par des emprunts. Avec cet argent, le fonds effectuerait des prêts aux organisations internationales de matières premières, ou directement aux pays membres dans le cadre de mesures de stabilisation non prévues par des accords internationaux.

— La conception définie par les pays impérialistes n'a évidemment rien à voir avec ce projet. Ceux-ci, en fait, ont voulu ramener le fonds à n'être qu'une coquille vide servant au plus à faciliter le financement des stocks régulateurs créés dans le cadre des accords commerciaux de stabilisation des produits de base. Comme jusqu'ici, seul, l'étain a fait l'objet d'un accord de ce type — celui sur le sucre n'entrera en application que cette année et sans la participation du Marché Commun — le problème est vite réglé.

Autre sujet de divergence: le financement du fonds. Les pays impérialistes veulent qu'il soit financé par les dépôts des



Une sous-alimentation chronique

organisations gérant les accords individuels sur les produits de base. Comme il n'y a pratiquement pas d'accords de ce genre, les ressources seraient quasi inexistantes. Là encore, problème réglé. Au total, les pays impérialistes en sont restés à la position qu'ils ont défendu tout au long de la conférence Nord-Sud. Ils se prononcent au plus pour des accords produits par produit, mais se refusent à tout système intégré. Enfin, ils veulent garder la main haute sur le financement — si financement il y a.

Illusions

Voilà où on est après une conférence qui a duré deux ans et qui aura créé bien des illusions. Examinée en Assemblée Générale des Nations-Unies durant le mois de septembre 1977, la conférence sur la coopération économique internationale,

dite *conférence Nord-Sud*, se sera soldée par un échec sur toute la ligne. Aucune des revendications principales avancées par les pays en voie de développement n'a été satisfaite. Les puissances occidentales se sont contentées de vœux pieux et de déclarations d'intention. Mais dès lors qu'il a fallu passer aux actes — comme à Genève — la machine s'est grippée. Il en faudra davantage pour sortir le Tiers-Monde de la misère où l'ont maintenu le colonialisme puis le néo-colonialisme.

A l'ouverture de la conférence Nord-Sud, à Paris, le 16 décembre 1975, les bonnes paroles n'avaient pas manqué. Surtout du côté des pays capitalistes développés. Soudain épris de justice, le représentant américain était allé jusqu'à déclarer: «*Les Etats-Unis considèrent cette conférence comme une étape essentielle dans la recherche d'un nouveau consensus fondé sur la coopération.*»

«*Nouveau consensus*», «*coopération*»; voilà des expressions que l'on n'avait pas l'habitude d'entendre dans la bouche des Etats-Unis... A eux seuls, ils traduisent l'ampleur des changements qui sont en train de s'opérer dans le monde.

Que s'était-il donc passé? Tout simplement, on commençait à assister à l'irruption du Tiers-Monde sur la scène économique et politique internationale, cette scène où, jusqu'ici, seuls les pays impérialistes avaient le droit de parader.

L'action des «77»

Il faudrait pour apprécier à sa juste valeur ce phénomène, rappeler dans le détail l'expansion qu'a connue ces dernières années l'action du groupe des «77» pays en voie de développement membres de l'ONU. Disons simplement que les réunions des diverses instances internationales qui se sont tenues ces dernières années se sont toutes traduites par un isolement des pays occidentaux. Sur de nombreux points, ces derniers se sont présentés en ordre dispersé. Pour ne pas être totalement isolés, ils ont dû faire machine arrière et en finir avec des menaces dignes d'un autre temps. Cela avait été particulièrement net lors de la session spéciale de l'ONU sur les matières premières en avril 1974, qui faisait suite à la hausse du pétrole décidée en 1973 par les membres de l'OPEP. Dans son discours, le président algérien, H. Boumédiène, avait souligné la nécessité pour les pays du Tiers-Monde de contrôler leurs matières premières, de se donner les moyens d'un développement indépendant, et de lutter pour l'instauration de nouvelles relations économiques internationales stables et mutuellement avantageuses.

A la conférence de l'ONUDI (Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel), qui s'était tenue à Lima en avril 1975, seuls les Etats-Unis s'étaient opposés par un vote négatif à la déclaration finale. Malgré l'abstention d'un certain nombre

d'autres pays capitalistes, des propositions aussi importantes que les associations de producteurs de matière première le droit des pays en voie de développement à nationaliser leurs ressources naturelles et les entreprises installées sur leur territoire, l'indemnisation des effets de la colonisation, l'indexation du prix des matières premières sur celui des produits manufacturés, la transformation de l'ONUDI en une agence spécialisée dotée de moyens réels — toutes ces propositions, donc, firent leur chemin.

On pourrait encore citer la session spéciale des Nations-Unies sur le développement (septembre 1975), où a été votée une résolution finale dans laquelle on peut lire que « des efforts doivent être faits en faveur des pays en voie de développement pour améliorer leurs termes de l'échange et éliminer le déséquilibre économique entre pays développés et pays en voie de développement. »

Les différentes réunions des « 77 » (conférences de Dakar, d'Alger, de Manille), de même que les sommets des non-alignés (Alger et Colombo) reprenaient ces revendications, tout en les précisant. C'est ainsi que le programme de Manille, élaboré en février 1976, précisait utilement les revendications du Tiers-Monde en ce qui concerne le problème des matières premières, mettant en avant notamment la nécessité d'organiser les marchés internationaux et l'urgence d'un programme intégré des produits de base.

Recul de l'impérialisme

La tenue de la conférence Nord-Sud avait donc été décidée dans ce contexte de recul de l'impérialisme. Regroupant « 19 » pays capitalistes (à l'exception de la Yougoslavie) et « 8 » pays en voie de développement, elle était à l'origine conçue pour aborder toutes les questions qui sont cruciales pour le Tiers-Monde, de l'allègement des dettes à la protection du pouvoir d'achat des matières premières exportées, en passant par la nécessité pour chaque pays de contrôler ses propres ressources.

Deux ans après, on s'aperçoit que sur toutes ces questions, la conférence « Nord-Sud » n'a pas avancé d'un millimètre. Car l'impérialisme fait tout pour maintenir sa domination sur les pays en voie de développement.

Ce n'est d'ailleurs pas tellement étonnant. La conférence Nord-Sud avait été justement conçue pour tenter d'enrayer le mouvement de libération économique lancé dans le Tiers-Monde.

D'abord, on s'est bien gardé d'inviter les pays socialistes, qui sont pourtant les alliés des pays en voie de développement. Ensuite, on a toujours tenté d'opposer les producteurs de pétrole aux autres. Enfin, on a semé mille embûches pour empêcher d'aboutir à quelque progrès que ce soit.

Les pays impérialistes s'étaient fixés 3 objectifs bien précis :

(1) Profiter de cette conférence pour « casser » l'OPEP en tentant de rendre les producteurs de pétrole responsables des difficultés du Tiers-Monde.

(2) Mettre en place une nouvelle structure internationale pour débattre des problèmes de l'énergie, institution qui aurait en fait été dominée par les pays impérialistes et aurait

limité la marge d'action des producteurs de pétrole. La création — sous l'égide américaine — de l'Agence Internationale de l'Énergie, n'avait pas d'autre objectif. On comprend que les pays en voie de développement les plus progressistes l'aient immédiatement comparé à une machine de guerre anti-OPEP.

(3) Discuter le plus possible en dehors des organisations internationales traditionnelles notamment celles de l'ONU, où pays en voie de développement et pays socialistes se retrouvent trop facilement pour que l'impérialisme puisse manœuvrer à sa guise.

Le marasme

Ces objectifs n'ont été que partiellement atteints. Le front des pays en voie de développement, malgré quelques lézardes, n'a pu être entamé. L'OPEP, certes divisée, est toujours en place. Mais concrètement, rien n'a été fait pour sortir le Tiers-Monde du marasme où il se trouve.

Finalement, trois projets d'accord, seulement, ont pu être mis au point. Ils portent sur la régularisation des prix des matières premières, l'aide publique au développement, et une aide spéciale d'un milliard de dollars pour les pays les plus pauvres. Une goutte d'eau dans un océan de misère.

Mais aucun accord n'a pu être réalisé sur des questions aussi fondamentales que l'endettement des pays du Tiers-Monde (aujourd'hui estimé à 250 milliards de dollars), la garantie de leur pouvoir d'achat provenant des exportations de matières premières. D'où la réaction désabusée des « 19 » déclarant dans un communiqué que « les conclusions de la conférence vont en deça des objectifs envisagés par un programme d'action globale et équitable destiné à mettre sur pied la nouvelle économie internationale ».

Les Etats-Unis ont toujours repoussé toute idée d'un fonds de stabilisation des matières premières. Ils ont maintenu leur position à Paris, puis à Genève, suivis fidèlement par la plupart de leurs partenaires impérialistes.

Les Américains vont même plus loin. Non contents de laisser les pays en voie de développement croupir dans leur misère, ils cherchent à mettre en place de nouveaux mécanismes (notamment dans le domaine financier) afin d'aggraver l'exploitation du Tiers-Monde. Ils se servent pour cela d'institutions telles que le FMI et la BIRD, qui sont tenus à bout de bras par les amis de M. Carter.

C'est ainsi que les Etats-Unis, par le truchement du F.M.I., ont réussi à faire mettre en place un fonds de 16 milliards de dollars en principe destiné à aider les pays en voie de développement qui ont les plus graves problèmes commerciaux. Mais pour moitié ce sont les producteurs de pétrole (surtout l'Arabie Saoudite) qui ont dû financer ce fonds.

S'appuyant sur les hésitations de certains pays en voie de développement, sur les appuis évidents dont ils disposent dans d'autres, les Etats-Unis et leurs alliés ont donc réussi à freiner temporairement le processus de libération économique du Tiers-Monde.

Les exigences de l'heure

Une libération est pourtant indispensable. Quand on sait que la production industrielle

des pays en voie de développement ne représente que 7 % de la production industrielle mondiale, on imagine les problèmes qui peuvent se poser. D'autant que, selon des études tout ce qu'il y a d'officiel, pour que l'économie des pays du Tiers-Monde ne s'écroule pas dans les années qui viennent, il faudrait que la croissance de leur production atteigne le rythme de 8 % par an jusqu'en 1980. On en est loin.

Les conséquences de cet état de fait sont connues :



L'« aide » des nantis

— 67 % de la population du Tiers-Monde souffre de malnutrition. Plus de la moitié d'entre elle se trouve sans travail.

— De 1970 à 1974, la production alimentaire par habitant a baissé en moyenne de 1 % par an.

— Les exportations des pays en voie de développement sont constituées à 80 % par des matières premières, dont les prix ne cessent de prendre du retard sur celui des produits manufacturés importés d'Occident : on a pu calculer que, sur le prix de vente de ces produits de base, la part revenant aux pays en voie de développement ne dépassait pas 10 à 15 %.

— L'endettement du Tiers-Monde atteint 200 milliards de dollars et dépassera 250 milliards cette année.

Voilà où a conduit le pillage du Tiers-Monde par les sociétés multinationales qui ont la bénédiction de M. Carter. On peut lire dans le dernier rapport de la Banque Mondiale : « Près d'un milliard de personnes vivent dans la misère. Dans les pays en voie de développement les plus pauvres, les taux de croissance, bien loin de pouvoir éliminer cette misère, sont impuissants à l'atténuer. »

C'est en dépassant ses divisions internes et s'attaquant à la domination de ces rapaces des temps modernes que le Tiers-Monde pourra accélérer son accès à un nouvel ordre économique international. La Conférence Nord-Sud n'a été qu'un alibi pour tenter d'empêcher le Tiers-Monde de prendre les décisions appropriées.

Asseoir leur indépendance économique et politique, installer des barrières internationales pour se protéger des bourrasques de l'économie capitaliste, ne pas laisser entamer d'un centimètre leur solidarité pour renverser le vieil ordre impérialiste, telles sont pour les pays du Tiers-Monde, les exigences de l'heure. ■